

Fin du Plan hiver : Paris refuse une « politique au thermomètre » et maintient son effort

Alors que le Plan Hiver prend fin, Paris poursuit son effort en faveur des plus démunis, en prolongeant la mise à disposition de 3 bâtiments ouverts pour l'hiver et en mettant 2 nouveaux bâtiments à disposition de l'Etat.

Pendant toute la période hivernale, 1.000 places d'hébergement ont été ouvertes grâce à la mobilisation de la Ville et de l'Etat, en complément des 9.000 places ouvertes toute l'année dans les centres d'hébergement d'urgence et dans les centres de réinsertion sociale, et aux 14.000 nuitées en hôtel.

Pour rendre cela possible, Paris a mis à disposition 4 bâtiments, dont 2 de plus que l'an passé, permettant ainsi la création de 220 places supplémentaires. Parmi les publics accueillis, une attention particulière a été portée aux familles en situation de grande précarité.

Pendant les périodes de froid, survenues dès le 4 décembre, Paris a complété ce dispositif en mobilisant 12 gymnases et 5 salles de mairies d'arrondissement, qui ont permis d'ouvrir 1.000 places supplémentaires. Deux de ces gymnases sont toujours ouverts à ce jour.

Alors que le Plan Hiver a pris fin aujourd'hui, la Ville de Paris refuse d'appliquer une « politique au thermomètre », que le Plan national de lutte contre la pauvreté condamne également. Elle poursuivra donc son effort, en prolongeant la mise à disposition de 3 bâtiments ouverts pour l'hiver et en mettant 2 nouveaux bâtiments à disposition de l'Etat.

La logique de l'urgence atteint toutefois ses limites. Si les efforts de l'ensemble des acteurs sont nécessaires et bienvenus, il est nécessaire de concevoir des réponses durables qui permettent, à l'occasion d'une mise à l'abri, d'engager un accompagnement social des personnes qui le souhaitent.

En partenariat avec l'Etat, dont la compétence en matière d'hébergement des personnes à la rue reste première, la Ville mettra tout en œuvre pour proposer de nouvelles solutions d'hébergement aux personnes sans-abri.

Cet engagement s'inscrit pleinement dans la lutte contre la grande exclusion, dont Anne Hidalgo a fait la grande cause de sa mandature et dans le cadre du Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion signé par l'Etat, la Ville et de nombreux partenaires le 18 février dernier.